

N° 594-2025

**ARRÊTÉ DU MAIRE**  
**Portant autorisation d'occupation du domaine public**

Gilles VINCENT, maire de Saint-Mandrier-sur-Mer,

- VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2 et L.2214-3 ;
- VU le code de la sécurité intérieure ;
- VU la demande du **monsieur Marc HERNANDEZ, président de l'association Amicale des Plaisanciers Mandréens (APM) - Bureau du port de Saint-Mandrier-sur-Mer - 2 quai Séverine - 83430 Saint-Mandrier-sur-Mer, sollicitant l'autorisation d'organiser un repas au Quai Séverine (côté platane), le dimanche 23 novembre 2025 de 8h00 à 17h00 ;**
- CONSIDERANT la nécessité d'autoriser l'occupation du Quai Séverine (côté platane), pour permettre le bon déroulement de cette animation.

**ARRETE**

**ARTICLE 1** - L'organisateur est autorisé à occuper le Quai Séverine (côté platane) pour organiser un repas, le dimanche 23 novembre 2025 de 8h00 à 17h00.

**ARTICLE 2** - Les matériels et ensembles démontables installés à l'occasion de manifestations temporaires, tels que les podiums, estrades, scènes, praticables, gradins, tribunes, autorisés lors des manifestations de toutes natures doivent répondre à des normes strictes que l'organisateur atteste de respecter sous peine d'engager sa responsabilité. Les installations doivent être réalisées selon les règles fixées par le constructeur ou par un organisme de contrôle agréé, et placées sur un sol capable d'en supporter la charge. Les abords immédiats des structures doivent être protégés par des dispositifs de sécurité tels que des barrières Vauban, Héras, véhicules, empêchant l'accès à la structure. Le dessous de la structure ne doit pas servir de lieu de stockage.

**ARTICLE 3** - L'organisateur est tenu de prendre toutes les mesures de sécurité utiles lors de la manifestation et de se conformer aux dispositions prises dans le cadre de l'état d'urgence ainsi que dans la posture plan vigipirate « urgence attentat ». Les points d'accès à cette manifestation devront, notamment, être sécurisés afin de prévenir tout risque de véhicule bélier.

**ARTICLE 4** - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Toulon dans un délai de deux mois à compter de son caractère exécutoire. Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de monsieur le maire dans un délai de deux mois à compter de son affichage.

**ARTICLE 5** - Monsieur le directeur général des services, madame la directrice des services techniques municipaux, monsieur le chef de service de la police municipale, monsieur le commissaire de la police nationale, chef de la circonscription de la Seyne-sur-Mer/Saint-Mandrier-sur-Mer, et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Fait à Saint-Mandrier-sur-Mer, le 15 novembre 2025

Le maire,

Par délégation,

**Le Directeur Général des Services**

Gilles VINCENT

**Claude PRIOL**